

L'invité

**Marché du microcrédit:
on ne peut plus croire aux miracles!**



*Professeur à l'*TUED-IHEID* Genève, directeur de recherche associé à l'*IRD* et à l'*ITP*. Coéditeur de «Financer le développement par la mobilisation des ressources locales», *Annuaire suisse de politique de développement* vol 26, (Genève, *IUED*, 2007)

Voyant transiter un quart des placements internationaux en microfinance et gérant un tiers de la fortune mondiale privée hors frontières nationales, la place financière helvétique ne peut se désintéresser des débats en cours sur la microfinance. Il en va de même des nombreuses organisations de la société civile qui ont leur siège ou une représentation en Suisse. Un tout récent rapport de la Banque mondiale «Finance for All? Policies and Pitfalls in Expanding Access»* constitue un tournant dans la façon de comprendre les besoins de services financiers dans les pays en développement et les pays en transition. Ils étaient les grands oubliés des objectifs du Millénaire de lutte contre la pauvreté.

Ceux qui imaginent naïvement ou laissent croire de façon intéressée que le microcrédit est un extraordinaire instrument, qui permet de lutter efficacement à vaste échelle contre la pauvreté en dotant les

Si le terme «inclusion financière» remplace celui de «microfinance», ceci initie un changement progressif de paradigme à intégrer

plus démunis d'un infime capital générateur de revenus, tout en offrant de larges opportunités de placement très rentables, devraient lire les propositions argumentées et documentées de ce rapport de près de 250 pages. Les limites de l'instrument, en termes tant de rendement financier que de développement humain, y sont analysées. S'il fixe des limites, ce rapport ouvre aussi de fortes opportunités. Les approches commerciales de la microfinance y trouveront de bonnes raisons de cibler mieux leurs offres et de la diversifier au-delà du microcrédit, tout comme les approches «développementalistes».

L'approche dépasse une promotion des seuls crédits visant directement à accroître les activités génératrices de revenus pour les populations dites «pauvres». Il affirme la diversité des besoins de services financiers par les différentes catégories de la population, qu'elles soient pauvres ou non. La microfinance se développe dans un contexte de financiarisation accélérée productrice d'exclusion. Il est indispensable d'inscrire les besoins de services microfinanciers dans ce contexte général pour comprendre comment ces services peuvent être adaptés et pourquoi ils doivent l'être pour être efficaces en tenant compte de la spécificité des secteurs et des populations.

La forme basique de la financiarisation consiste en

une monétarisation considérable accrue. A la monétarisation se superposent, à un second niveau, trois vecteurs essentiels de l'intermédiation financière:

- tout d'abord, l'intermédiation des paiements et des transferts (notamment pour les migrants),
- ensuite celle de l'épargne, de la couverture par assurance privée ou par capitalisation des risques ainsi que de la protection sociale,
- enfin le crédit nécessaire d'une part pour gérer de façon intertemporelle ressources et dépenses et d'autre part pour acquérir des moyens de créer des richesses.

Ce second niveau rend nécessaire un accès à des services financiers, autrement dit une inclusion financière beaucoup plus étendue qu'elle n'avait besoin de l'être naguère.

Le rapport de la Banque mondiale souligne que nous connaissons très mal les degrés réels d'accès aux services financiers et les besoins spécifiques des populations. Les données financières par pays sont en général macroéconomiques. A échelle micro, trop peu d'organisations de microfinance appliquent des critères rigoureux pour donner une image assez précise et contrôlée régulièrement du degré supposé de pauvreté de leurs clients. Les études d'impact sont difficiles, longues et coûteuses, et on confond celles-ci avec des effets dont scientifiquement il est difficile d'imputer les causes.

Mais la responsabilité sociale d'une institution financière est-elle de lutter de façon générale contre la pauvreté? C'est une erreur de la confondre avec ses performances sociales vis-à-vis de son personnel ou de ses clients. Elle n'est pas une action visant directement à diminuer les taux de pauvreté par une sorte d'intervention sociale subsidiaire ou d'accroître le nombre de micro-entreprises par une dotation mini-

male en capital. Sa responsabilité sociale recouvre sa contribution à l'inclusion financière la plus large possible des populations grâce à sa capacité à offrir à celles-ci des services financiers adaptés à leurs besoins dans un contexte de financiarisation croissante. Sa responsabilité sociale est que le coût en soit supportable par ses clients et pour ne pas engendrer le surendettement qu'il soit compatible avec le revenu qu'ils tirent de leurs activités. Il convient ici de distinguer l'accès physique lui-même à des institutions de l'usage de leurs services. La différence peut être importante du fait d'une sorte d'analphabétisme financier.

Les dispositifs de microfinance participent à l'inclusion financière, et ceci en développant actuellement surtout le crédit et les capacités d'épargner, mais aussi en s'ouvrant pour certains d'entre eux aux transferts des migrants, à des formes d'assurance et à des formes de protection à long terme comme des fonds de pension. Nous sommes bien là dans le cœur de métier d'une activité financière.

Le rapport de la Banque mondiale «Finance for All? Policies and Pitfalls in Expanding Access» rappelle à juste titre les très faibles taux d'inclusion financière dans un grand nombre de pays en développement. La financiarisation intensifiée et accélérée de l'ensemble de la planète impose, compte tenu de ces besoins reconnus, de penser des solutions empruntées aux pratiques éprouvées de la finance de proximité. Si le terme «inclusion financière» remplace celui de «microfinance», ceci initie un changement progressif de paradigme qu'il convient d'intégrer. Ce rapport est utile pour ceux qui placent leurs espoirs... et une partie de leur épargne dans la microfinance.

* *Finance for All? Policies and Pitfalls in Expanding Access*, BIRD, Washington, D. C., 2007

L'inclusion financière dans le monde

Taux d'inclusion financière par pays, en %

